Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

jugt n° 451/25
not. 11743/24/LC

Jugement sur opposition à ordonnance pénale

PRO JUSTITIA

Audience publique du 8 juillet 2025

Le Tribunal de Police de et à Luxembourg, arrondissement judiciaire de Luxembourg, a rendu le jugement qui suit

dans l'affaire Ministère Public, partie poursuivante suivant citation à prévenu du 4 avril 2025,

contre

PERSONNE1., né le DATE1.) à ADRESSE1.) (Turquie), demeurant à F-ADRESSE2.),

prévenu,

comparant en personne.

Faits :

Par ordonnance pénale n° 0225 rendue le 21 janvier 2025, PERSONNE1.) fut condamné à une amende de 500 euros ainsi qu'aux frais de notification de ladite décision du chef de l'infraction libellée à sa charge dans le réquisitoire d'ordonnance pénale du Ministère Public du 17 janvier 2025.

Par courrier daté du 1^{er} mars 2025, entré au Parquet de Luxembourg le 11 mars 2025, PERSONNE2.) forma opposition contre ladite ordonnance.

Par citation du 4 avril 2025, Monsieur le Procureur d'Etat près le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg requit PERSONNE1.) de comparaître à l'audience publique du 17 juin 2025 à 9 heures, salle n° JP.1.19, devant le Tribunal de Police de et à Luxembourg pour y entendre statuer sur cette opposition.

A l'appel de l'affaire à cette audience, le prévenu se présenta personnellement à la barre.

Madame la juge-présidente vérifia l'identité de PERSONNE1.), lui donna connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal et l'informa de son droit de garder le silence ainsi que de son droit de ne pas s'incriminer lui-même.

Le prévenu fut entendu en ses explications et moyens de défense.

Le représentant du Ministère Public, Monsieur Michel THAI, fut entendu en son réquisitoire.

PERSONNE1.) eut la parole en dernier.

Sur ce, le tribunal prit l'affaire en délibéré et rendit à l'audience publique du 8 juillet 2025, à laquelle le prononcé avait été fixé,

le jugement qui suit :

Vu le procès-verbal numéro 9143/2024 dressé le 2 août 2024 par la Police grand-ducale (Unité de la police de la route, Service de contrôle et de sanction automatisés UPR-CSA) ;

Vu la citation du 4 avril 2025 régulièrement notifiée à PERSONNE1.).

Par ordonnance pénale numéro 0225 rendue le 21 janvier 2025 par le juge de paix de Luxembourg statuant en matière de police, PERSONNE1.) a été condamné à un montant de 500.- EUR ainsi qu'aux frais de notification de ladite ordonnance pour la prévention suivante :

« En sa qualité de personne pécuniairement redevable de l'amende encourue par le conducteur pénalement responsable pour l'infraction à la législation sur la réglementation de la circulation routière, ci-dessous libellée, commis à l'aide du véhicule automoteur immatriculé "NUMERO1.) (F)", et constatée au moyen d'un système de contrôle et de sanction automatisés conformément à la loi du 25 juillet 2015,

Le 28/02/2024, à 12:14 heures, à ADRESSE3.)

1) Inobservation du signal coloré lumineux rouge ».

Par déclaration du 1^{er} mars 2025, entrée au Parquet de Luxembourg en date du 11 mars 2025, PERSONNE2.), qui est le fils de PERSONNE1.), a demandé la rectification de l'ordonnance pénale précitée en faisant notamment valoir qu'il était le conducteur du véhicule automoteur immatriculé NUMERO1.) (F) au moment des faits et que ni lui, ni son père n'ont reçu le procès-verbal les informant de l'infraction. Aux termes de cette déclaration, il demande donc à voir rectifier l'identité du conducteur responsable de l'infraction et d'attribuer la contravention à son nom, d'effectuer le retrait de points sur son permis de conduire, de faire parvenir la contravention rectifiée à son adresse et de régler l'amende au tarif initial, sans majoration.

A l'audience publique du 17 juin 2025, PERSONNE1.) déclare que son fils PERSONNE2.) était le conducteur du véhicule automoteur immatriculé NUMERO1.) (F) au moment des faits. Suite à la réception par son fils de l'ordonnance pénale, ce dernier aurait envoyé deux courriels pour indiquer que c'était bien lui le conducteur au moment des faits. Il sollicite la réduction du montant de 500.- euros.

Le représentant du Ministère Public soulève l'irrecevabilité de l'opposition formée en cause pour cause de tardiveté.

L'article 401 du Code de Procédure pénale dispose que l'ordonnance pénale est assimilée, dans ses effets, à un jugement par défaut et que, pour les affaires qui sont de la compétence du tribunal de police, l'opposition du prévenu se fait dans les formes et délais de l'article 151.

Aux termes de l'article 151 du Code de Procédure pénale, « la condamnation par défaut sera considérée comme non avenue si, dans les quinze jours de la signification ou notification qui en aura été faite au prévenu, à son domicile élu, sa résidence ou son lieu de travail, le prévenu forme opposition à l'exécution du jugement et notifie ou signifie son opposition tant au ministère public qu'à la partie civile. (...) Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution du jugement que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine ».

En l'occurrence, il échet de constater qu'il ne ressort pas des éléments soumis à l'appréciation du Tribunal que l'ordonnance pénale numéro 0225 rendue le 21 janvier 2025 ait été notifiée à personne à PERSONNE1.).

Or, force est de constater que contrairement aux dispositions précitées de l'article 151 du Code de procédure pénale, ce n'est pas le prévenu qui a formé opposition contre l'ordonnance pénale numéro 0225 rendue le 21 janvier 2025 mais son fils PERSONNE2.).

Il en découle que l'opposition est à déclarer irrecevable.

L'ordonnance pénale numéro 0225 rendue le 21 janvier 2025 dont opposition sort partant ses pleins et entiers effets.

PAR CES MOTIFS

le Tribunal de Police de et à Luxembourg, statuant contradictoirement, le représentant du Ministère Public entendu en ses conclusions, PERSONNE1.) entendu en ses explications et moyens de défense,

d é c l a r e l'opposition formée par PERSONNE2.) contre l'ordonnance pénale numéro 0225 rendue le 21 janvier 2025 irrecevable,

d i t que l'ordonnance pénale numéro 0225 rendue le 21 janvier 2025 sortira ses pleins et entiers effets,

c o n d a m n e PERSONNE1.) aux frais de l'instance d'opposition, liquidés à **14,10.- EUR (quatorze euros et dix centimes)**.

Le tout par application des articles 145, 146, 151, 152, 153, 161, 162, 163, 388 et 401 du Code de Procédure pénale.

Ainsi fait, jugé et prononcé, en présence du Ministère Public, en l'audience publique dudit Tribunal de Police à Luxembourg, date qu'en tête, par Nous Anne SIMON, juge de paix, siégeant comme juge de police, assistée de la greffière assumée Fabienne FROST, qui, à l'exception du représentant du Ministère Public, ont signé le présent jugement.

Anne SIMON

Fabienne FROST

Le présent jugement contradictoire est susceptible d'appel.

L'appel doit être interjeté dans les formes et délais prévus aux articles 172 et suivants du Code de Procédure pénale et il doit être formé par le prévenu, la partie civile, la partie civilement responsable ou leurs avocats respectifs **dans les 40 jours qui suivent la date du prononcé du présent jugement.**

L'appel se fait soit en se présentant personnellement au greffe du Tribunal de Police pour signer l'acte d'appel ou en donnant mandat à un avocat pour ce faire, soit en adressant, personnellement ou moyennant mandat donné à un avocat, un courrier électronique au greffe du Tribunal de Police de Luxembourg à l'adresse électronique suivante : guichet.jpl@justice.etat.lu.

Si l'appelant est **détenu**, il peut déclarer son appel à l'un des membres du personnel de l'administration pénitentiaire, des dépôts de mendicité ou des maisons d'éducation.

L'appel sera porté devant le Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg siégeant en matière correctionnelle.